fédération des services publics

la cgt

Nos colères convergent, nos exigences s'imposent : l'urgence sociale pour la fonction publique !

LE 17 NOVEMBRE, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !

Depuis un mois, la colère sociale gronde davantage dans notre pays. Les nombreuses actions de mobilisation et de grève, comme le 29 septembre, les 14 et 31 octobre et le 5 novembre ont réuni des centaines de milliers d'agent·es publics et de salarié·es pour les rémunérations, l'emploi et la Fonction publique. Les travailleuses et travailleurs du public et du privé se sont aussi retrouvé·es en solidarité et en soutien à l'expression de la colère des lycéen·nes et des étudiant·es, depuis la rentrée, pour dénoncer leurs conditions inadmissibles d'études, l'imposture de l'égalité des chances et leurs inquiétudes pour leur avenir.

Ces mobilisations ont une même exigence de justice sociale et expriment la nécessité de rompre avec des politiques d'austérité et libérales qui font peser toujours davantage les efforts sur les travailleurs et les travailleuses ainsi que les plus vulnérables. Nous savons, nous agent·es publics et salarié·es, ce que signifie l'austérité : gel du point d'indice, manque de personnel, manque de matériel, précarité accrue…

À cela, s'ajoutent des conditions de vie dégradées : faire le plein pour aller travailler, se Chauffer, payer l'électricité et remplir son réfrigérateur devient toujours plus difficile. La dégradation des conditions de travail et le manque de reconnaissance salariale ne permettent plus à des milliers d'agent·es publics et de salarié·es de vivre dignement. Ce n'est d'ailleurs pas le projet du budget de l'État qui va rompre avec cette réalité.

En effet, ce dernier prévoit d'imposer 54 milliards d'économies supplémentaires dans les PLF et PLFSS. Ce budget du gouvernement Macron/ Lecornu, travaillé et accompagné de la main du patronat, est un affront aux revendications légitimes qui ne cessent de s'exprimer aussi bien dans la rue, devant les lycées et les facultés que dans tous nos services publics.

Pire, la répression et l'entrave utilisées par le gouvernement pour discréditer et jouer le pourrissement des mobilisations sont des stratégies dangereuses et irresponsables. Les événements de violences et de répression, survenus dans les mobilisations lycéennes et étudiantes comme dans les cortèges syndicaux et citoyen·nes, sont inacceptables. Ils fragilisent directement notre démocratie, nos libertés, et sont un terreau fertile pour les porteurs de haine et de divisions.

L'annonce d'augmentation du SMIC par le gouvernement est un leurre qui ne cherche qu'à calmer les esprits. Les agent·es et les salarié·es ne sont pas dupes. La colère est encore plus grande dans la Fonction Publique, grande oubliée des mesures salariales.

Pire, la Cour des comptes vient de préconiser au gouvernement de geler les promotions et avancements de grade, afin de faire des économies. Après le gel du point d'indice depuis de trop nombreuses années, ce sont désormais les déroulements de carrière qui sont attaqués.



La CGT réaffirme que c'est par l'organisation de celles et ceux qui travaillent et par la convergence des colères et des revendications que les actions déterminantes d'un rapport de force se construisent et se mènent sans violence.

Le projet de budget n'a recueilli aucune voix à l'Assemblée nationale. Pourtant, les moyens de financer une Fonction publique à la hauteur des besoins et des attentes des lycéen·nes, étudiant·es, agent·es publics, salarié·es et retraité·es existent. Ils reposent sur des choix politiques que le gouvernement refuse d'engager : taxation des plus grandes fortunes et des produits financiers, conditionnement des aides publiques aux entreprises, suppression des exonérations fiscales et sociales accordées au patronat. Autant de leviers qui permettraient de renforcer durablement nos services publics et de garantir notre modèle de protection sociale.

Face à ces choix, la CGT ne passera pas sous silence la violence sociale, économique et institutionnelle que subissent des milliers de travailleuses et travailleurs, d'étudiant·es, de Lycéen·nes et de retraité·es. Toujours les mêmes sont mis à contribution, tandis que des sommes colossales continuent d'être mobilisées au profit des entreprises et de l'industrie de l'armement :

- 211 milliards d'euros versés aux entreprises en 2023, dont 75 milliards d'exonérations de cotisations patronales, au détriment du financement de la Sécurité sociale.
- Plus de 435 milliards d'euros consacrés à la loi de programmation militaire, au nom d'une logique de militarisation et de préparation à la guerre.

Et à nos exigences, ils répondent qu'il n'y a pas d'argent ? Inadmissible !

Nos revendications :

- Pour un autre budget 2027 tourné vers les besoins sociaux et l'annulation des 54 milliards d'austérité, dont 5,6 milliards pour les collectivités territoriales.
- Le dégel immédiat du point d'indice et son passage à 6,50 euros, pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis 2000, ainsi que l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation.
- L'effectivité de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, une réelle politique de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail ainsi que la mise en place d'un droit à la santé hormonale.
- La refonte des grilles indiciaires, avec une rémunération minimale de 2 379 € brute mensuelle.
- La création d'emplois statutaires, la titularisation des contractuel·les et la résorption de la précarité.
- Des effectifs suffisants pour faire face à la charge de travail découlant de l'augmentation des besoins de la population.
- L'annulation de la mesure de plafonnement des recettes du CNFPT indiquée dans le projet de loi de finances 2027, déjà mise en œuvre sur 2026.

Organisez et participez à des assemblées générales et à des heures d'information syndicale pour porter vos revendications, nationales comme locales, et construire toutes les actions nécessaires à la réussite de ces dernières (préavis de grève local, manifestations, demande de l'ouverture de négociations avec les employeurs locaux).

La journée du 17 novembre doit être une nouvelle étape pour amplifier le rapport de force et donner toute sa force à la convergence des luttes.

Ne laissons pas nos colères se disperser. Transformons-les en force collective et préparons la suite !

10/11/2026 | NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

